



LA LETTRE CONFIDENTIELLE

Dans les Alpes, l'argent coule à flot. Et l'eau ne coule pas de source.

Les plans montagne se succèdent pour tenter de maintenir la tête des stations de ski hors de l'eau. Cette ressource risque d'en payer le prix. A la Clusaz, la grogne monte.



Patricia Cerinsek

Oct 1 1



Pour la première fois, professionnels de la montagne et associations de protection de

l'environnement se sont assis, en nombre, des Alpes aux Pyrénées, autour d'une même table. C'était les 23 et 24 septembre, lors du Forum général de la montagne et du tourisme en montagne. A la bonne heure. Oui, mais pour aboutir à quoi ?

X Our use of cookies

We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use, please see our privacy policy.

Beaucoup sont dubitatifs. Non pas tant de par le résultat, attendu ou espéré de ces ateliers tous azimuts, que de par le calendrier. De fait, quelques jours avant ces rencontres, le 16 septembre, Laurent Wauquiez, le président de la Région Auvergne Rhône-Alpes, était au Grand Bornand. Pour y présenter son plan Montagne 2.

En tout, 100 millions d'euros dont 15 millions d'euros iront à la diversification touristique et 10 millions au soutien aux projets estampillés développement durable. Six millions permettront aux élèves de la Région à apprendre à skier et 10 à rénover les centres de vacances. Le plus gros ira à l'enneigement artificiel avec une enveloppe de 30 millions d'euros.

Objectif : couvrir de canons à neige 70 % des pistes, contre 40 % aujourd'hui, histoire de faire notre retard sur l'Autriche, la numéro 1 mondiale des destinations ski.

Dans cette course au podium, la comparaison s'arrête là. Car là où de nombreuses stations de ski françaises se sont de nouveau lancées dans une frénésie immobilière qui atteint les sommets pompidoliens, accumulant les lits froids, l'Autriche a taillé dans la masse de son hôtellerie et régleménté ses résidences secondaires. Résultat ? Un meilleur remplissage des lits, sur une période plus longue, donc une exploitation plus soutenable.

Quelle transition pour le tourisme en montagne en France ? En Auvergne et dans les Alpes, la Région s'est, elle, clairement positionnée par la voix de son président, Laurent Wauquiez.

« C'est un plan pour le ski, c'est un plan pour la neige et le tourisme d'hiver ». (Laurent Wauquiez)

Le soutien aux projets de retenues collinaires, de canons à neige, de remontées mécaniques et autres transports aéroportés se multiplie. A L'Alpe d'Huez, le projet de liaison avec Les Deux Alpes pourrait bénéficier avant être d'être un tant soit peu abouti – le tracé a été remanié plusieurs fois – du potentiel soutien de la Région : à hauteur de 50 % sur les études et de 30 % sur des travaux qui se montent à plusieurs dizaines de millions d'euros.

X Our use of cookies

We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use,

10 millions d'euros pour financer des projets de mobilités innovants. Référence à ces

projets d'ascenseurs valléens qui se multiplient un peu partout, et où la justification économique de contenter toujours plus la clientèle le dispute à l'argument écologique.

De plus en plus de recours devant les tribunaux

En attendant, l'argent coule à flot pour tenter de maintenir la tête d'un modèle de développement touristique et économique hors de l'eau sans questionner sa pertinence à long terme. Sauf « qu'en bas », il y a comme des résistances. De la part des associations de protection de l'environnement, c'est somme toute assez classique. De la part aussi de plus en plus de citoyens qui se constituent en collectifs et saisissent les tribunaux. Avec succès, de manière croissante.

A L'Alpe d'Huez, le plan local d'urbanisme (PLU) a été annulé en 2017 et le second est à son tour au tribunal, en attente de jugement. L'enjeu ? La construction de plus de 4 500 lits. Le schéma de cohérence territorial (Scot), ce document prospectif à l'échelle du territoire et d'une vingtaine d'années, cale sur sa troisième version après deux moutures qui ont quasiment fait l'unanimité des pouvoirs publics et des autorités environnementales contre lui.

En Maurienne, le **Scot a été en partie suspendu**. Une première qui menace de faire jurisprudence.



✕ Our use of cookies

We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use, please see our privacy policy.

Tardivel

Et la colère gronde. Car si l'argent coule toujours à flots, la ressource en eau s'assèche en même temps que les besoins augmentent. A La Clusaz en Haute-Savoie, le projet d'une cinquième retenue collinaire, essentiellement prévue pour alimenter les canons à neige, a donné naissance à une fronde massive qui s'est matérialisée par la naissance d'un **collectif très investi et bien renseigné** et une **pétition signée par plus de 50 000 personnes**.

Sur le plateau de Beauregard, l'idée est de construire une retenue d'altitude de 148 000 m3. Pour les besoins en eau de la population, estimés à 50 000 m3, et les besoins en neige artificielle, 98 000 m3 pour pouvoir arroser les 33 hectares de pistes supplémentaires.

« Le but actuellement est de faire du fric, à tout prix et à n'importe quel prix. Quant on sait tout ce qui est derrière tout cela (une 6e retenue au Danay, de nouveaux immeubles avec des lits froids évidemment mais qu'importe, club Med qui n'est que gelé) » (Un moniteur de ski anonyme)

Car c'est bien l'immobilier qui mène la danse. Des voix s'élèvent tentant de briser la chape de plomb. Souvent anonymes tant les pressions voire les menaces se font jour contre toute forme d'opinion discordante.

« On est toujours dans un système DSF-ESF (Domaines skiabiles de France, Ecole de ski français, ndlr) et développement à tout prix », constate Valérie Paumier, à la tête de l'ONG et think thank Résilience Montagne.

« Les prix continuent à grimper, la pression foncière est énorme. A La Clusaz, le foncier se négocie à 14 millions d'euros pour 80 logements, soit un prix de sortie de 12 à 14 000 euros le m2 et on n'est qu'à La Clusaz ! A ce prix là, on vend du ski au pied ».

Une spirale infernale où l'un (l'immobilier) entraîne et alimente l'autre (les aménagements sur les pistes). Spirale qui peut très vite se transformer en vrille. Le président de Domaines skiabiles de France, la chambre syndicale des exploitants de remontées mécaniques et de domaines skiabiles, exploite le domaine des Sybelles de et Super Dévoluy tout en étant le promoteur de résidences de tourisme aux Sybelles.

La contestation a beau monter, pas de quoi freiner les ardeurs des promoteurs,

X Our use of cookies

immobiliers comme politiques, de tels investissements. Lors du Congrès annuel de
We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use, please see our privacy policy.

Domaines skiabiles de France, Laurent Wauquiez a, relayé par Le Dauphiné libéré, assuré La Clusaz de tout son soutien.

« On a beaucoup de projets bloqués dans les méandres administratifs. Je renouvelle tout mon soutien à la station de La Clusaz, qui essaye de porter envers et contre tout, est notamment tous les fous (sic), que notre pays peut compter un projet de retenue collinaire de bon sens et parfaitement inséré ».

Des propos qui viennent en écho à l'association nationale des maires des stations de montagne (ANMSM). Dans son [libre blanc sur l'urbanisme](#), l'association déplorait le nombre de recours jugés abusifs sur les projets d'aménagements. Réclamant à demi-mots que le gouvernement y mette le holà ou tout du moins sanctionne recours abusifs.

Une association toujours présidée par le maire de La Plagne Jean-Luc Boch. Lequel a été en juillet [condamné pour avoir été juge et partie](#) dans... une opération immobilière.

Le développement durable et la transition énergétique dans tout ça ? Lors de son congrès, Domaines skiabiles de France a présenté sa feuille de route environnementale. Entre dameuses roulant à l'hydrogène, formations à l'éco-conduite et utilisation raisonnée des remontées mécaniques...

« En dehors des périodes de forte activité, nous fermerons des remontées mécaniques redondantes dès lors que cela n'impacte pas le nombre de pistes ouvertes », s'est fendue la chambre professionnelle dans un communiqué. Suivi d'autres chiffres, histoire sans doute de remettre les pendules à l'heure. : en France, les stations de ski, c'est plus d'un milliard d'euros de recettes annuelles et un marché estimé à 10 milliards d'euros de dépenses.



✘ Our use of cookies

Write a comment...

We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use, please see our [privacy policy](#).

Ready for more?

Tapez votre email...

Subscribe

© 2021 L'Eclaireur Rhône-Alpes. See [privacy](#), [terms](#) and [information collection notice](#)



Publish on Substack

L'Eclaireur Rhône-Alpes is on [Substack](#) – the place for independent writing

✘ Our use of cookies

We use necessary cookies to make our site work. We also set performance and functionality cookies that help us make improvements by measuring traffic on our site. For more detailed information about the cookies we use, please see our [privacy policy](#).